

PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS ALGERIE



PHASE 2008/2010

ANNEXES

(Documents de travail du comité de pilotage n°5)

1. Compte-rendu des activités de la coordination Mars 2009 – Juin 2009

Objet du compte-rendu : reporting des activités de l'équipe de coordination du PCPA à Alger

Destinataires : les membres du comité de pilotage

Fonds d'appui aux projets/FAP

Pour rappel, 18 projets sont soutenus par le FAP depuis le lancement du programme. 4 durant la phase pilote (2007), 14 pour les années 2008-2009.

Entre mai et juin 2009, plusieurs visites de terrain ont été effectuées, pour le suivi des activités des projets. La priorité a été accordée aux projets de la phase pilote (NADA, ARPEIJ, APIMC, APCS) et à ceux financés en 2008. En l'absence d'un chargé de suivi, ces visites ont été effectuées par la coordinatrice et la chargée de l'animation des activités transversales. Un compte-rendu a été rédigé par Malika et complété par Souraya, pour présentation au copil.

Au total, 12 projets ont été visités, le tableau, ci-dessous, résume les projets visités et les dates des visites. Le délégué général du CFSI et l'expert chargé de l'appui à la capitalisation ont participé à certaines d'entre elles.

Associations	Date de la visite	Remarques
SMA/NADA Alger	12/05	Financé phase pilote/ Projet clôturé/ ont participé à la visite PJ Roca et JL Vielajus
ARPEIJ Blida	12/05	Financé phase pilote/ Clôture en septembre/ ont participé à la visite PJ Roca et JL Vielajus
SOS BEO Alger	13/05	FAP 1/ En cours / a participé à la visite PJ Roca
FAHM Alger	13/05	FAP 1/ En cours/ a participé à la visite PJ Roca
ECA Béjaia	23/05	FAP 1 / En cours
LPSJE Tizi Ouzou / CISP Alger	27/05	FAP 1 /Clôture en juin
APCS Oran	04/06	Financé phase pilote/ Clôture en août
NOUR Oran	04/06	FAP 1/ En cours
SDH Oran	04/06	FAP 2 En cours
Le Petit Lecteur Oran	04/06	FAP 2/ En cours
El Ghaïth Bordj Bou Arréridj	22/06	FAP 1 / En cours
APIMC Sétif	22/06	Financé phase pilote/ Clôture en juin

Le responsable administratif et financier du programme a assuré le suivi financier des projets et l'appui des associations sur ce volet. Le mois d'avril a été consacré à réunir les bilans financiers et les pièces justificatives des dépenses jusqu'à fin 2008.

Il a assuré également l'élaboration des conventions pour les projets 2009 et le virement de la 1^{ère} tranche à la FAHM, la SARP, ARPEIJ, IDLES, ANV Touiza.

Deux conventions sont en retard en raison d'un manque de détails dans leur budget.

En général, il a fallu recontacter la majorité des associations retenues pour leur demander des précisions sur leur budget, notamment sur le volet « valorisation ». Cette facilité est nouvelle pour les associations et elle n'est pas suffisamment assimilée. Il y a lieu de définir des règles précises pour cela.

✓ Virement de la 2^{ème} tranche pour NADA, APCS, APIMC et ARPEIJ

Fonds d'appui aux initiatives locales/ FAIL

FAIL phase pilote (Constantine)

Malgré plusieurs relances par la coordination, l'association Besma cofinancée lors de la phase pilote, pour un projet de soutien scolaire des enfants hospitalisés, n'a pas transmis son rapport technique final. En conséquence le virement du solde a été suspendu.

FAIL1 (Constantine, Oran)

- Suivi financier et technique des projets FAIL1, Constantine et Oran
- Bilan mi-parcours des projets, le 05 mars à Oran et le 12 à Constantine
- Appui à l'élaboration des bilans financiers des projets, pour débloquent la 2^{ème} tranche
- Elaboration d'une note à destination du Copil pour la préparation du séminaire de clôture Constantine
- Mission du chargé de suivi FAIL à Constantine, pour la préparation, avec les autorités locales et les associations bénéficiaires, du séminaire de clôture des projets, les 30 et 31 mai. Le séminaire est prévu les 15, 16 juillet 2009.

FAIL2 (Oran)

Pour rappel, un autre appel à projet a été lancé dans la wilaya d'Oran en février 2009, sa clôture est intervenue le 17 mars.

L'organisation des différentes étapes de l'instruction a abouti à un comité d'attribution, le 2 avril 2009.

Ce dernier a retenu 5 projets avec réserves. 3 associations seulement ont levé ces réserves. Le chargé de suivi du FAIL leur a apportées un appui.

Préparation des conventions.

FAIL3 (El Oued et Bouira)

Phase de préparation

En vue de préparer le lancement de l'appel à projets Fail III, deux missions d'exploration ont été effectuées dans les wilayas de Bouira le 27 avril et d'El Oued le 2 mai 2009 afin de voir si les conditions d'un bon déroulement de l'appel à projets peuvent être réunies. Pour ce faire, Abderahmane Arar, président du réseau NADA et membre du comité de pilotage du programme, a pris des contacts avec les autorités des deux wilayas. Ces contacts ont abouti à des rendez-vous avec les autorités locales (les walis, les présidents d'APC et les directeurs de la jeunesse et des sports).

Ces deux missions se sont passées dans de bonnes conditions : les autorités locales des deux wilayas se sont montrées très intéressées et déterminées à apporter leur aide et assistance pour la réussite du programme.

Les comptes rendus de ces missions ainsi que le calendrier de mise en œuvre de l'appel à projets ont été adressés au Copil qui les a validés.

Lancement de l'appel

L'appel à projets a été lancé le 14 mai 2009. Sa clôture a été prévue pour le 17 juin 2009.

Des réunions d'informations ont été organisées dans les deux wilayas : A El Oued le 20 mai (conduite par le chargé de suivi des projets Fail) et à Bouira le 21 mai (conduite par la coordinatrice du PCPA). Elles ont regroupé chacune une quarantaine d'associations.

Formation à la GCP

A El Oued : elle a eu lieu du 24 au 26 mai. Elle a été assurée par Nait Hamoud Mohamed. Elle a regroupé **28 associations**. La formation a eu lieu au siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de la wilaya.

A Bouira : elle a eu lieu du 2 au 4 juin. Elle a été assurée par Selhab Fériel. Elle a regroupé **22 associations**. La formation a eu lieu au siège de l'office des établissements de jeunes (ODEJ) de la wilaya.

Atelier d'accompagnement à la rédaction de projets

A El Oued : il a eu lieu du 7 au 9 juin. Il a été assuré par Siagh Mohamed. Il a regroupé **14 associations**.

A Bouira : il a eu lieu du 9 au 11 juin. Il a été assuré par Selhab Fériel. Il a regroupé **14 associations**.

Clôture de l'appel

L'appel a été clôturé le 17 juin 2009 à 16 heures dans les deux wilayas simultanément. Le chargé de suivi des projets Fail s'est déplacé à El Oued pour réceptionner les dossiers. **11 dossiers ont été réceptionnés**. Le responsable de l'administration et des finances s'est déplacé à Bouira pour réceptionner les dossiers. **11 dossiers ont été réceptionnés**.

L'ouverture des plis a eu lieu le 19 juin en présence de Malika Hamidchi, chargé du PACT et d'Abderrahmane Arar, président du réseau NADA et membre du comité de pilotage du programme

Instruction des dossiers

L'instruction des dossiers a été confiée à Hamoumou Mustapha et Mohamed Nait Hamoud Mohamed, consultants.

La réunion d'harmonisation est prévue pour le 28 juin.

Les comités d'attribution

Les comités d'attribution sont prévus le 29 juin à Bouira et le 1^{er} juillet à El Oued. A souligner qu'ils se tiendront sans les représentants de la coopération décentralisée.

Activités transversales/PACT

Organisation d'une réunion de travail avec Daniel Neu, expert chargé de l'appui à la maîtrise d'ouvrage, avec les membres de la coordination à Alger et la chargée de programme France. L'objet de la réunion portait sur la planification des activités, la préparation du bilan mi-parcours et le suivi des FICR.

Organisation d'une rencontre d'information à l'adresse des membres algériens, le 18 juin
Elaboration et présentation d'un rapport narratif des activités du programme depuis mai 2008.

Une cinquante de personnes présentes, dont l'ambassadeur des Pays-Bas, des représentants de la coopération espagnole, de l'ONG espagnole Solidaridad, et de l'ambassade du Canada. Projection du film de Habiba Djahnine « Autrement citoyens, des associations algériennes en mouvement », réalisé avec le soutien financier du CFSI.

Une autre réunion organisée par la chargée de programme du CFSI a regroupé les membres français le 25 juin, à Paris.

Préparation d'une note sur les termes de références des deux études retenues par le copil.

Fonds d'Initiatives Collectives de Rencontres

Le comité d'attribution a siégé à Paris, le 14 mars. Il a retenu 7 projets sur 14, avec réserves. Suite à cela, la chargée du PACT a rédigé le PV, informé les associations retenues et non retenues, organisé l'instruction des réponses aux réserves avec l'instructeur.

Au final, 5 projets ont été retenus, les deux autres n'ayant pas levé les réserves.

Rédaction et signature des conventions, de l'AEFPPS Boumerdès et de l'ADEM Constantine.
Versement de la 1^{ère} tranche à l'AEFPPS

Organisation d'une réunion de travail les 10, 11 et 12 mai, les membres de la coordination avec Jean-Louis Vielajus et Pierre-Jean Roca. La réunion portait sur le bilan de la cellule et la préparation de la capitalisation du programme.

Suite à cela, préparation d'une note sur la capitalisation accompagnée du PCPA pour discussions au copil.

Activités des membres/partenaires

- ✓ Participation de la chargée de l'animation à la rencontre organisée à Boumerdès par l'association Ecole et familles, CUF, la mairie de Boumerdes, la mairie de Belfort, dans le cadre du FICR, 14-15 juin ;
- ✓ Participation à la conférence de presse organisée par NADA pour la clôture de la phase pilote du projet « Je t'écoute », 1^{er} juin ;
- ✓ Participation à la conférence de presse organisée par NADA et le Conseil National Economique et Social, pour la présentation du rapport africain sur les droits de l'Enfant, 16 juin ;
- ✓ Participation à la rencontre organisée par LALEEMH et ASF pour le lancement du projet « ASN » ;
- ✓ Participation à la restitution de l'activité organisée à Aubervilliers par SOS Bab El Oued dans le cadre du projet « Caravane socioculturelle de proximité ».

- ✓ Participation de la coordinatrice au comité d'attribution de la Fondation de France et à la réunion de préparation de son séminaire d'octobre
- ✓ Participation aux entretiens d'embauche avec un chef de projet de Handicap International Algérie pour le recrutement d'un coordinateur pour l'organisation logistique du séminaire

Administration

- ✓ Finalisation et signature des conventions des consultants/formation, accompagnement et instruction
- ✓ Suivi administratif et financier du bureau
- ✓ Départ de Chabha Bouslimani
- ✓ Recrutement de Djamel Benramdane pour le même poste (en tant que consultant)
- ✓ Organisation d'un entretien d'embauche pour le poste de chargé de suivi FAP

2. Eléments de bilan du Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL)

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL) est destiné à financer sur un territoire donné des associations locales émergentes en vue de faciliter leur insertion dans des dynamiques territoriales.

Cette note présente des éléments de bilan du FAIL, pour les membres du comité de pilotage.

1. Considérations générales

Le programme JOUUSOUR est au 3^{ème} appel à projets depuis mai 2008.

- Le 1^{er} appel a concerné les wilayas de Constantine et d'Oran simultanément
- Le 2^e appel a concerné la wilaya d'Oran seule
- Le 3^e appel a concerné les wilayas de Bouira et d'El Oued

Les deux premiers appels ont permis le financement de **13 projets**, le 3^{ème} est en cours. Pour rappel, un appel à projets lancé dans la wilaya de Constantine, au cours de la phase pilote, a permis le financement de 5 projets d'initiatives locales. Ce qui porte à **18 le nombre de projets financés par le FAIL**, depuis le lancement en 2007 du PCPA.

2. Le processus de mise en œuvre

Les appels à projets sont précédés de:

- réunions préparatoires avec les autorités locales dans le but de les associer aux différentes étapes du dispositif,
- rencontres d'information avec les associations du territoire

Amélioration des documents de l'appel à projets

Au fur et à mesure du lancement des appels à projets et en fonction des remarques et suggestions des membres des comités d'attribution, des améliorations sont apportées aux documents de l'appel à projet.

Les améliorations ont porté sur les points suivants :

- Quantification claire du nombre de bénéficiaires
- Séparation des objectifs globaux et spécifiques
- Précision du rattachement du projet aux activités du porteur
- Détail des activités et de la méthodologie d'intervention
- Révision du format du budget proposé

Une évolution a été introduite par rapport à la phase pilote : Des sessions de formation sont organisées après le lancement de l'appel pour appuyer les associations dans la formulation de leurs propositions :

- 1 formation de 3 jours en GCP et 1 atelier d'écriture de projet
- Plus de 90 associations en ont bénéficié à Constantine, Oran, El Oued et Bouira

3. Evaluation des formations/accompagnement

L'expérience du dernier appel FAIL appelle les remarques suivantes :

Sur le plan des conditions matérielles, ces formations se sont déroulées dans de bonnes conditions. Les autorités locales sont d'un concours important. Les DJS des deux wilayas ont désigné un représentant qui a supervisé les formations. A El Oued, l'APC a dégagé un élu qui a également supervisé les formations.

Sur le plan de la qualité, l'appel a été lancé dans des territoires vierges, qui n'ont jamais accueilli d'appel à projets. L'attente était grande et l'affluence a dépassé les estimations. Le niveau des associations est très modeste. A la fois du point de vue de la langue que de la perception de la conduite de projets.

Ces limites se reflètent dans le niveau des projets soumis malgré tous les efforts fournis par les formateurs.

Ceci pose l'urgence de revoir la conduite de ces formations dans le sens d'une meilleure efficacité. D'où les propositions suivantes :

Sur le plan de la langue : il est nécessaire de trouver une alternative pour que les associations puissent soumissionner en langue arabe. Il faudra sans doute prévoir une traduction en langue française.

Lors des ateliers d'accompagnement, nous avons pris connaissance de quelques idées intéressantes de projets, exprimées en arabe. Nous ne les avons, malheureusement, pas retrouvées dans les projets. En fait, les associations rédigent leurs projets en arabe et les font traduire par...Google. Cela donne une idée des incohérences qui peuvent en résulter.

Sur le plan des formations : sur une cinquantaine d'associations formées, seules une quarantaine ont déposé de projets. Pour à peine une quinzaine de projets à retenir. Dans la conception de ces formations, il y a certes le souci d'en faire bénéficier le maximum de monde. Mais nous n'avons ni les moyens, ni le temps de répondre à toute

la demande. De plus, l'exigence d'efficacité recommande de revoir le fonctionnement de ces formations.

Une proposition serait de lancer **des appels à manifestation d'intérêt (AMI)** pour retenir et sélectionner les idées de projets et limiter les formations aux seules associations dont les idées de projet auront été sélectionnées.

Ces formations pourraient se dérouler comme suit :

- Deux jours pour un aperçu général sur la GCP ;
- Trois jours d'accompagnement individuel pour la rédaction des projets.

4. Suivi

Le recrutement début janvier 2009, d'un chargé de suivi dédié au FAIL a amélioré les conditions de suivi. En plus des visites de terrain effectuées par celui-ci et des formations en comptabilité dispensées par le RAF, des rencontres de bilan à mi-parcours, regroupant les porteurs de projet et les pouvoirs publics locaux ayant participé à la sélection des projets, ont été organisées et pour Oran et pour Constantine. Un séminaire de clôture des projets est prévu les 15 et 16 juillet à Constantine et un autre en septembre à Oran.

Cependant quelques difficultés persistent et qui appellent une réflexion pour améliorer le dispositif:

- **Retard dans les versements des fonds :** Le versement de la seconde tranche du financement accuse un grand retard du fait de la non maîtrise par les associations de la technicité nécessaire pour établir un bilan financier correct. Il faut savoir que les associations qui envoient un bilan correct sont rares. Il faut souvent le leur renvoyer en signalant les erreurs. En général, plusieurs échanges sont nécessaires pour avoir des bilans corrects. Ajouté à cela, le temps qu'il faut attendre pour avoir la validation du CFSI.
- **Retard dans la signature des conventions :** La signature des conventions de financement du Fail II accuse également un retard. L'élaboration de ces conventions est constamment retardée par des problèmes de priorités.

3. Compte-rendu des visites de terrain dans le cadre du suivi des projets co-financés par le FAP

Ces visites ont été organisées d'une part pour permettre un suivi, une meilleure visibilité des projets cofinancés dans la cadre du FAP (FAPA+FAP1) et de leurs porteurs et d'autre part afin de préparer la capitalisation. La cellule exécutive étant amputée d'un chargé de suivi FAP, la coordinatrice et la chargée de suivi PACT ont assuré ces visites.

Cette note a pour objet d'informer les membres du déroulement des visites de terrain.

Les associations visitées

➤ **L'ARPEIJ**

Projet FAP (phase pilote) : « *Réinsertion des adolescents(es): une deuxième chance pour les exclus de l'école* »

Durée du projet 24 mois (Octobre 2007- Septembre 2009)

Budget accordé par le PCPA est de 2 775 000,00 DA

Projet FAP2 : « *Prendre un enfant par la main* »

Durée du projet 12 mois (Janvier 2009- décembre 2009)

Budget accordé par le PCPA est de 2 556 920,00DA

Les deux projets sont mis en œuvre par l'association seule.

Association pour la Réhabilitation Psycho-Educative Infanto Juvénile créée en juillet 1992 dans la ville de Blida. L'objectif de l'association est la prévention et la lutte contre l'exclusion sociales des enfants et des adolescents.

En 1998, elle a investi un espace « centre Château Cherry » sur les hauteurs de la commune de Ouled Aich. Ses financements proviennent essentiellement de bailleurs de fonds étrangers (Ambassade du Canada, MAEF, UE- ligne Droits de l'homme, ONG 1, Fondation de France, UNICEF, ONG 2)

Dispose d'un « Espace 6 - 12 ans » créé en partenariat avec ERM (Enfants Réfugiés du Monde), et Handicap International, un « espace adolescents » et d'un « espace jardin d'éveil ou petite enfance » au bénéfice d'enfants de 3 à 6 ans soutenus par le PCPA.

Le centre abrite actuellement, en plus des espaces cités plus haut, plusieurs ateliers (couture, coiffure, menuiserie, ferronnerie, pâtisserie, boulangerie, pépinière, élevage, centre multimédias). Chaque atelier est encadré par un intervenant extérieur et un animateur. Un animateur coordonne l'ensemble des activités en lien avec la chef de projet, l'administrateur et tout récemment un magasinier. En tout 25 salariés.

Ces espaces sont appuyés par l'organisation de formations destinées à une équipe pluridisciplinaire et prestées dans au lancement du centre par les CEMEA, aujourd'hui par la SARP.

Le souci étant de pérenniser ces activités, l'association concentre une grande partie de son énergie à rechercher et à répondre aux appels à proposition.

Les bénéficiaires viennent de milieux déshérités et présentent des difficultés d'insertion sociale et économiques. Ils sont identifiés par des enseignants dans la plupart des cas et sont très souvent en décrochage scolaire.

Un travail de sensibilisation est constamment mené par l'association afin de faire valider les acquis auprès des centres de formation, d'écouler les produits réalisés dans les ateliers, d'accompagner les jeunes vers la création d'emploi (placement chez des artisans) et de mobiliser les personnes ressources pour la prise en charge médico-psychosociale.

Le cofinancement du PCPA a permis de maintenir ces espaces mais aussi d'organiser un partenariat avec SDH qui a aujourd'hui une expérience dans la réhabilitation de vieux bâtis afin de former les jeunes à ces techniques mais aussi de créer un espace d'échange entre jeunes Oranais et Blidéens.

Dans le cadre du travail de réseau, une expérience a été tentée réunissant l'ARPEIJ et toutes les associations de Blida, dans une coordination. Plusieurs rencontres ont eu lieu mais il semblerait que l'expérience ait échoué. A également impulsé une association des familles

Les contraintes pointées par l'association :

- ❖ Absence de formations spécialisées pour les animateurs
- ❖ Manque de bénévoles
- ❖ Gestion administrative
- ❖ Difficulté voire absence de collaboration avec les pouvoirs publics
- ❖ Durée des projets trop courte
- **Le Réseau NADA**

Projet FAP (phase pilote) : « *Je t'écoute* »

Durée du projet : 12 mois (novembre 2007- novembre 2008)

Projet FAP2 : *Création d'espaces d'éducation aux droits de l'enfant et à la citoyenneté Clubs « Agir ensemble »*

Durée du projet : 10 mois (février 2009 - décembre 2009)

Budget accordé par le PCPA : 6 438 410, 13 DA

Créé en janvier 2004, pour le respect et la défense des droits de l'enfant, le réseau « NADA » a ouvert un centre d'écoute dans le centre d'Alger. C'est le premier projet du réseau.

Une équipe constituée de juristes, psychologues, assistantes sociales, a été recrutée et formée afin de répondre aux détresses des enfants et de leur famille. L'équipe s'est entourée de personnes ressources externes (médecins, avocats, psychiatres, gynécologues, médecine légale...) qui permettent une orientation efficace, selon les besoins et les nécessités des appels. 350 familles bénévoles ont été sensibilisées et accueillent les enfants victimes de violence en particulier dans le cadre de la KAFALA et ce par décision de justice. Une

campagne de communication intensive a été développée pour informer le grand public, les medias, et les pouvoirs publics sur la situation de l'enfance en Algérie, d'une part et de faire réagir les politiques afin d'appliquer la convention internationale des droits de l'enfant ratifié par l'Algérie d'autre part.

Premiers enseignements :

- ❖ Le projet cofinancé par le PCPA a permis de renforcer notablement les capacités de l'équipe en charge du projet /développement d'un savoir-faire opérationnel ;
- ❖ Apparition d'autres besoins de renforcement interne (exemples : travail en réseau, capitalisation, plaidoyer, gestion financière, etc) ;
- ❖ Une meilleure visibilité de la situation de l'enfance en Algérie ;
- ❖ Reconnaissance nationale : Le projet jouit d'un soutien important du ministère délégué à la famille. Et à l'internationale : NADA est mandaté pour présenter un rapport alternatif sur la situation des droits de l'enfant en Algérie à la Commission de Droits de l'homme de Genève.

La phase pilote de ce projet a été clôturé en juin, l'association souhaite, aujourd'hui, l'élargir à d'autres wilayas.

Par ailleurs, le projet « je t'écoute » a donné naissance à un autre projet soumis au PCPA dans lequel est impliquée une ONG française « EMDH ». Il s'agit de mettre en place en concertation avec le Ministère de l'éducation, des clubs « agir ensemble » dans des établissements scolaires pour lutter contre la violence en milieu scolaire. Des contacts ont été pris avec les différents acteurs, notamment l'Education, mais les activités n'ont pas encore commencé.

➤ **SOS Bab El Oued/ OMJA/ Kaïna Cinéma**

Projet FAP 1 : « *Caravane socio-culturelle de proximité* »

Durée du projet : 12 mois (déc. 08- déc. 09)

Budget accordé par le PCPA : 6 408 619 DA

Association créée par des jeunes, dans un quartier mythique d'Alger et populaire, qui a subi les affres de l'islamisme. Devant cette situation, les membres de l'association se sont mobilisés afin de créer des espaces d'animation pour les jeunes et de soutenir les familles. Aujourd'hui, l'association a réussi son pari en créant un centre socioculturel (ateliers de musique, de soutien scolaire, cours d'informatique, théâtre, sorties, etc) auquel font appel les familles de plus en plus déshéritées et de plus en plus nombreuses.

L'association a reçu le soutien financier de plusieurs organisations (Songes, OXFAM, Caritas..), des entreprises comme British Petroleum, et des Ambassades (Belgique, Espagne, Canada...)

Le projet soumis dans le cadre du FAP répond aux besoins de créativité, d'ouverture au monde extérieur des adhérents par des échanges à la fois avec d'autres jeunes algériens et des jeunes français. Ce projet consiste à organiser une caravane en partenariat avec l'Office Municipal d'Aubervilliers et Kaina Cinéma. Une première activité a été réalisée au mois de mars à Paris où 13 jeunes (garçons et filles) ont pu se déplacer et participer à des ateliers culturels (formation cinéma, slam, etc). Un film documentaire a été produit par des jeunes Français et des jeunes Algériens. Le groupe a été invité à l'Institut du Monde Arabe et a pu rencontrer l'écrivain algérien Yasmina Khadra.

Une restitution de l'activité a été organisée au mois de mai au siège de SOS Bab El Oued.

Le PCPA a permis à l'association d'identifier des partenaires associés à l'activité comme l'association El Amel qui accueillera la caravane à Constantine, SDH à Oran, AEC à Akbou.

➤ **Fédération des Associations des Handicapés Moteurs /Handicap International**

Projet FAP 2 : « *Accompagnement des jeunes en situation de handicap à l'accès à l'emploi et aux dispositifs d'insertion sociale et économique* »

Durée du projet : 12 mois (janvier 09- décembre 09)

Budget accordé par le PCPA : 5 739 016 DA

Créée en 1993, la FAHM s'est donné comme objectif de lutter contre l'exclusion et la discrimination économique et sociale des personnes handicapées. Elle mène des activités de sensibilisation, de formation et de plaidoyer. En 2003, elle a initié un programme d'appui aux

associations membres de son réseau, par de la formation et dans la mise en œuvre de leur projet. Ce programme a été soutenu par le Ministère de la solidarité, HI et l'Ambassade d'Italie.

Le projet présenté au PCPA, s'inscrit dans la continuité de la stratégie développée par l'association. La nécessité d'œuvrer pour l'indépendance économique et individuelle de personnes handicapées étant une étape incontournable pour l'insertion sociale. Le projet consiste à informer les jeunes en situation d'handicap des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, de former les associations de personnes handicapées à l'accompagnement et l'orientation, d'informer et de sensibiliser les institutions publiques et privées.

Activités réalisées :

Formation de 10 agents d'insertion économique,
Formation à la GCP de ses associations,
Coaching pour répondre à l'appel à projets Fondation de France
Formation à l'auto-emploi,
Lancement d'une base de données sur les dispositifs économiques,
Recherche et prise de contact avec les entreprises privées à travers le syndicat du patronnat,
Visite de l'ANEM.

➤ **Etoile Culturelle d'Akbou**

Projet FAP 1 : « *CIN-EDUC, Education par le cinéma dans les milieux scolaires et rural* »

Durée du projet : 15 mois (décembre 08-février 2010)

Budget accordé par le PCPA : 2 109 250 DA

Créée en 1976, l'association veille à impliquer un grand nombre de jeunes dans la conduite des projets qu'elle met en place.

Le projet veut contribuer à la redynamisation du mouvement associatif et de l'action culturelle dans la région d'Akbou, par des formations et une caravane « ciné-bus » qui sillonnera plusieurs villages de la région et créera un événement culturel.

25 associations de différents villages de la région d'Akbou sont impliquées dans le projet. L'AEC est chef de file et accompagne les associations dans la réalisation des activités.

Un comité de coordination a été installé et un planning du passage du ciné-bus dans les villages élaboré. Chaque village doit s'impliquer dans l'organisation (les outils de communications, l'élaboration des activités culturelles), les jeunes ne sont pas des observateurs passifs mais des acteurs.

Deux objectifs dans ce projet : la visibilité des associations auprès des autorités et tester de nouvelles pratiques de travailler, en réseau.

Les thématiques abordées par le ciné-bus doit refléter les besoins de la population (patrimoine, citoyenneté, droits de l'homme, agriculture, environnement...) et identifier avec elle : elles sont un prétexte au dialogue, aux critiques constructives et aux propositions, bref à la reconstruction du lien social.

Une formation de 3 jours aux métiers du cinéma a eu lieu.

Cette action et plus largement le projet sont fortement médiatisés.

Grâce à ce projet, l'association a lancé également son ciné-club. Elle a, déjà, coréalisé 3 courts- métrages.

Un événement final couronnera le projet, en novembre-décembre : les journées cinématographiques du film documentaire.

➤ **LPSJE / CISP**

Projet FAP1 : « *Appui à l'éducation à la citoyenneté et à la restauration d'espace de dialogue pour les enfants et adolescent dans les régions de Kabylie* ».

Durée du projet : 12 mois (juillet 08 - juin 09)

Budget accordé par le PCPA : 6 438 410, 13 DA

L'association est partenaire du CISP depuis 2003 sur différents projets initiés par l'ONG Italienne. Elle n'est pas membre du PCPA et active dans la région de Tizi-Ouzou. Elle met aussi en œuvre depuis 2004 un projet soutenu par une ONG Espagnole qui consiste à la mise en place d'un centre de prise en charge et d'orientation pour les femmes et enfants en situation de détresse. A développé de très bonnes relations avec les pouvoirs publics, notamment l'Education, qui lui fait appel systématiquement afin d'intervenir lors d'événements traumatisants (séisme, Printemps noir, terrorisme..) ou encore dans les

établissements scolaires qui nécessitent une prise en charge immédiate. Elle emploie une quarantaine de personnes (psychologues, juristes, assistants sociaux, animateurs) réparties en équipe pluridisciplinaires et mobiles dans une bonne partie de la wilaya de Tizi-ouzou.

Le projet soumis au PCPA est un cofinancement d'un projet soutenu par l'UE et dont le CISP est chef de file depuis 2006. L'association intervient sur deux domaines : la clinique de la concertation qui est un espace dédié aux professionnels de l'aide et du soin d'un même territoire afin d'échanger sur leur pratique, leur difficulté et de travailler en réseau ; la gestion positive des conflits qui touche en particulier les établissements scolaires et les établissements de jeunes afin de lutter contre la violence.

Le FAP a permis à l'association de monter en puissance, d'étendre ses activités à d'autres localités, d'améliorer sa pratique. Selon les intervenants, le projet a aidé à sortir du cadre thérapeutique pur et à mener des actions de sensibilisation auprès de relais possibles. Des formations de formateurs sont organisées pour pérenniser et démultiplier l'action avec les DJS (60 éducateurs formés, séances d'accompagnement sur le terrain, etc).

Evoque l'accompagnement rapproché de son partenaire (CISP) facilité par la présence de ce dernier en Algérie : la concertation est régulière/point crucial de la réussite du partenariat. Cet accompagnement a permis à l'association d'évoluer dans la gestion des projets : rédaction des rapports, comment dialoguer avec les institutions, etc.

➤ **NOUR IMC- IMOC/ Santé Sud**

Projet FAP1 : « *Pour une prise charge précoce et pluridisciplinaire de l'enfant infirme moteur cérébral Oran* »

Durée du projet : 12 mois (octobre 08-décembre 09)

Budget accordé par le PCPA : 4 839 115,78 DA

L'association « Nour » créée en 2000, s'est donnée comme objectif la prise en charge des infirmes moteurs cérébraux de la wilaya d'Oran. Hormis le soutien du PCPA, a bénéficié dans cofinancement dans le cadre de programmes européens (ONG1, Commission européenne, ONG2..).

Trois projets sont donc mis en place : un centre d'éveil, une unité de soin et éducative, un centre de formation professionnel. Elle développe, régulièrement, un plaidoyer en direction des collectivités locales pour les sensibiliser à la nécessité de créer une école conforme pour les enfants IMC.

Le projet soumis au PCPA est en cours malgré les difficultés occasionnées par la maladie puis le décès du président de l'association en février 09. Un changement de bureau était nécessaire et c'est Mme Djebbari qui est président de l'association. Les infos reçues dans le cadre du PACT portant sur les initiatives de NADA et AEFAB les ont beaucoup intéressées. L'association fait toujours référence au PCPA dans les correspondances adressées aux institutions. Elle soulève le problème de l'écriture de projets nécessitant plus de formations.

Le projet soutenu par le PCPA leur apporte beaucoup dans le transfert de technicité par le biais du partenaire Santé Sud. Il a permis une remise en question des pratiques dans la prise en charge des IMC.

Les professionnels de l'association travaillaient jusque-là sur le modèle anglo-saxon, le regard nouveau des experts de Santé Sud a donné un nouveau souffle à l'équipe et une autre motivation.

Le projet a été véritablement co-écrit et monté par les deux partenaires qui apprennent à mieux se connaître au fur et à mesure du projet.

2 missions de formation destinées à l'équipe de l'association et aux professionnels de l'hôpital ont été réalisées. Le projet a permis d'enclencher des relations avec l'hôpital et d'envisager un travail de réseau.

Au mois de juin, une éducatrice spécialisée identifiée par Santé Sud viendra pour former les éducateurs.

L'association relève des difficultés dans la réalisation du programme de formation des kinés aux nouvelles méthodes. Ces derniers n'ont pas montré d'intérêt car les résultats ne sont quantifiables que sur le long terme. Des difficultés mentionnées également dans le recrutement de l'encadrement pour l'école qui compte 50 enfants, en raison de la formation beaucoup trop théorique des psys qui sortent des universités algériennes.

Le projet compte également un volet équipement en matériel d'orthophonie, non entamé.

➤ **APCS-Oran**

Projet FAP phase pilote : « *Répondre aux besoins en santé sexuelle des Jeunes à Oran* »

Durée du projet : 18 mois (septembre 07-mars 09, prolongation à août 09)

Budget accordé par le PCPA : 2 675 000 DA

L'une des plus importantes réalisations de l'association est la création d'un centre de dépistage du VIH Sida anonyme et gratuit dans la ville d'Oran. C'est quasi le premier centre en Algérie. Lorsque les tests sont positifs, il arrive souvent à l'association de soutenir le patient dans son traitement.

Ses financements proviennent en grande partie de bailleurs de fonds étrangers (Alliance britannique, Fonds des droits humains mondiaux, mairie de Paris, etc).

Dans le cadre du projet FAP, des journées de sensibilisation et d'information sont menées par les jeunes bénévoles de l'association dans les lieux publics, les universités, les centres culturels, etc. Ces activités reposent sur le principe de l'éducation par les pairs : les jeunes qui éduquent les jeunes. Elle développe également des formations sur ce concept.

Toutes sortes de supports de communication ont été réalisées par les jeunes : des affiches, des dépliants, des t-shirts, etc. Un concours est lancé chaque année : les propositions reçues sont affichées dans le centre et le choix de l'affiche revient au public. C'est, en quelque sorte, un jury populaire.

Un livret de vulgarisation sur le VIH Sida, « La flottille de l'espoir », a été, également, traduit et réalisé par les jeunes de l'association.

La particularité de l'association est de travailler sur les droits des populations vulnérables, elle souhaite aller vers la constitution d'un réseau de personnes ressources spécialisées dans la défense des droits de ces personnes.

Afin de maintenir le centre de dépistage dont les financements arrivent à terme en août 09, la Mairie de Paris a proposé de soutenir la pérennisation du projet. Cependant, cela est conditionné par une lettre officielle d'approbation émanant de la wilaya. La procédure est en cours.

Un projet de centre d'écoute, de groupes de parole pour les malades et leur famille est envisagé : 1000 personnes vivent avec le VIH dans la région d'Oran dont 60% de femmes.

➤ **Le Petit Lecteur**

Projet FAP2 : « *Jeunesse, héritages et écritures* »

Durée du projet : 12 mois (janvier 09 – décembre 09)

Budget accordé par le PCPA : 6 374 269 DA

L'association a déménagé en avril du centre culturel qu'elle occupait jusque-là suite à une décision du ministère de la culture. Les locaux qu'elle occupe actuellement ont été octroyés par l'APC. La demande des bénéficiaires est très importante, d'autant plus qu'en termes de loisirs très peu de choses sont disponibles à Oran. L'association travaille sur le conte depuis 2006. Des publications ont été réalisées grâce à une collecte de conte du terroir traduit en français, en arabe et en tamazight. Un festival du conte est organisé chaque année, pour cette année ce sera dans le cadre du festival panafricain soutenu par l'APC d'Oran.

L'association emploie 7 salariés.

Elle pilote, également, un réseau constitué de 15 associations, le réseau « LIBRIS », projet cofinancé par ONG2 qui vise le renforcement des bibliothèques associatives. Plusieurs associations du PCPA ont font partie. Plusieurs ateliers sur la gestion constructive de conflits ont été organisés dans le cadre de ce réseau. 17 centres culturels y ont participé, certains d'entre eux ont créé leur bibliothèque, dénotant d'un véritable effet de levier des associations pour la redynamisation de la lecture.

L'association a également à son actif la réalisation d'un guide sur l'animation des espaces culturels et éducatif qui sera bientôt publié.

Concernant le projet FAP, la convention liant le CFSI et l'association a été retardée pour des raisons dû à une erreur sur le budget initial. Cependant le collectage de contes est en cours. Des contacts ont été pris pour organiser les formations et le festival du conte. Pour rappel, l'association souhaite, à travers, ce projet promouvoir la littérature jeunesse, à travers l'organisation de formation sur les métiers du livre pour les jeunes (dessin, infographie, maquette etc.), la mise en place d'un bibliobus itinérant, l'édition d'ouvrages de littérature jeunesse et l'organisation du festival du conte dédié au patrimoine algérien.

En raison du retard sur la convention, l'association souhaite proposer un avenant.

➤ **SDH/ ACAQB**

Projet FAP2 : « *Jeunes formés : l'action, la responsabilité et l'espoir* »

Durée du projet : 9 mois (janvier 09-novembre 09)

Budget accordé par le PCPA : 2 609 853 DA

Créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, elle occupe depuis 13 ans un ancien bain turc et un vieil hôpital dans le quartier de Sidi El Houari, à Oran. Ces lieux abritent le pôle socioculturel de l'association qui comprend différents volets : le projet « Ecole de la citoyenneté », un programme d'insertion des jeunes par la formation aux vieux métiers du bâtiment. Des ateliers de formation (maçonnerie, ferronnerie, menuiserie, dessin, chants, musique, peinture). Ces projets ont permis la réhabilitation du site, à travers de nombreux chantiers de volontariat.

Le projet soutenu par le PCPA n'a pas encore démarré, la convention n'étant pas encore finalisée : cependant une activité est prévue en partenariat avec SOS BEO, dans le cadre de la caravane socio-culturelle.

L'association souhaite également proposer un avenant

Le projet mené en partenariat avec l'Association des Centres d'Animation de Quartiers de Bordeaux, vise la promotion de la citoyenneté, la culture du respect et des valeurs universelles, partagées de part et d'autre de la Méditerranée, l'éducation au développement durable.

Les principales activités prévues sont :

- la formation des pairs éducateurs de 18 à 25 ans
- le renforcement de l'équipe du pôle socioculturel en outils et techniques audiovisuels
- la conception d'un guide pédagogique pour les pairs éducateurs
- la sensibilisation à l'écocitoyenneté et à la protection de l'environnement.

➤ **EL GHAITH**

Projet FAP1 : « *Ecole préscolaire pour enfants en difficulté avec ou sans handicaps issus de familles pauvres et démunies à Bordj Bou Arreridj* »

Durée de l'action : 13 mois (décembre 08 -décembre 2009)

Budget accordé par le PCPA : 4 840 000 DA

Créée en mars 1998 autour de la pauvreté et l'exclusion sociale dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Elle gère actuellement 10 projets soutenus par différents bailleurs de fonds. 4 sites hébergent des projets permanents.

Dans le cadre du PCPA, une crèche a été aménagée, dont un espace- plein air, qui doit accueillir 105 enfants. 1 gardien a été recruté. La wilaya a visité cet espace et a promis d'octroyer une subvention de 600 000 DA.

Un centre culturel, un espace pour les artisans qui a été financé par l'Ambassade du Canada, géré par une personne du filet social. 14 tisseuses qui travaillent à domicile. Ce volet présente un problème d'écoulement de la marchandise.

C'est avec ONG 1 que l'association a pu renforcer ses capacités de gestion. Ce qui lui a permis de mobiliser des financements d'autres bailleurs.

Dans le cadre d'ONG 2, l'association a lancé depuis mars 09 une école de soutien scolaire pour les élèves en classe d'examens (6ème, BEM, BAC), « L'école de la deuxième chance ». 16 enseignants accompagnent les élèves, 3 pour le primaire, 6 pour le moyen et 7 pour la seconde. Durant les vacances scolaires, ces classes seront transformées en cours d'informatique. Les bénéficiaires participent avec 200 DA. Les cours sont prestés 4 fois par semaines. Au départ l'association a prévu de soutenir 200 élèves, elle en a reçu 400 qui sont la plupart du temps orientés par les établissements scolaires. Les enseignants font don d'une partie de leurs indemnités, ce qui permet de palier à une partie du budget de fonctionnement. Une psychologue et un chef de projet sont bénévoles tandis que 2 salariés, le gérant et la secrétaire perçoivent un salaire.

A 6 km de là, dans un douar défavorisé, une école désaffectée a été aménagée en atelier de confection pour les femmes. Une crèche, la première de l'association, y a vu le jour pour permettre aux femmes qui fréquentent l'atelier d'y inscrire leurs enfants. Aujourd'hui, la structure est ouverte à tout le village.

Dans le cadre d'ONG 2 encore, un réseau a été initié avec une cinquantaine d'associations de développement rural et communautaire. Une charte a été élaborée, des objectifs tracés. Un Comité de pilotage, sur le modèle PCPA s'est constitué pour piloter le réseau dont l'association est chef de file. Des réunions régulières se tiennent ainsi que des activités de formation à la GCP, gestion administrative, à l'utilisation de l'internet et à l'informatique. Un site web va être lancé bientôt. Malheureusement les membres du réseau ont du mal à travailler en commun.

Concernant le projet soutenu par le PCPA, il est en cours, malheureusement l'association ayant sous-estimé le coût du bus prévu pour transporter les enfants, certaines activités sont retardées. Il est question de faire appel à des sponsors pour compléter la somme et acheter le bus.

➤ **APIMC Sétif / APIMC Batna**

Projet FAPA : « *Formation complémentaire du personnel recruté pour le nouveau Centre Médico-Pédagogique pour IMC de Batna* »

Durée de l'action : 22 mois (septembre 2007 - juin 2009)

Budget accordé par le PCPA : 1 750 000 DA

L'association existe depuis 20 ans. Elle a mis en place un centre de prise en charge des IMC où elle développe des activités de suivi médico-social, des séances d'orthophonie, de psychomotricité et d'initiation scolaire et informatique, des espaces de parole pour les enfants avec les mamans. Elle est passée d'une étape de sensibilisation à la maladie, au montage et à la gestion de projet et s'achemine vers le plaidoyer.

Le projet du PCPA avait pour objectifs : la mise en place d'un réseau au bénéfice des enfants IMC, le renforcement de l'efficacité des deux associations, le renforcement des capacités du premier centre public pour enfants IMC et le renforcement de la concertation mouvement associatif/pouvoir publics.

Les principales activités prévues étaient :

- la formation continue des personnels au CMP IMC de Batna
- des stages individuels de ces personnels aux sièges des 2 APIMC
- échanges d'expériences et de documentation entre les APIMC, CMP IMC, HI Alger, centres de formation spécialisés (CNFPH Constantine et Birkhadem, INPFPM Hussein Dey).

Les activités ont pratiquement toutes été réalisées, même si le projet a connu un peu de retard et un réaménagement du site du projet, en raison de contraintes administratives qui ont repoussé l'inauguration officielle du CMP de Batna. Par conséquent, les formations ont eu lieu au niveau des centres des deux associations partenaires et au niveau du centre national de formation des personnels spécialisés dans le handicap de Constantine.

Le projet a permis aux deux associations de se renforcer dans la gestion de projet et une meilleure visibilité au niveau des pouvoirs publics.

Actuellement, l'APIMC de Sétif, gère un projet de 6 mois, en partenariat avec HI sur la scolarisation des enfants IMC (5-18 ans sans handicap mental) en milieu ordinaire, basée sur l'éducation inclusive. Le projet regroupe plusieurs acteurs : l'éducation, des psychologues, des auxiliaires de vie, l'Office national d'appareillage, etc. Ce qui amène l'association à s'initier au travail de réseau.

La rencontre de Boumerdès, organisée dans le cadre du FICR, les a beaucoup inspiré.

Problèmes soulevés

De manière générale, les associations ont soulevé les difficultés suivantes :

- Lenteurs administratives dans les versements des subventions qui ralentissent l'exécution des projets ;
 - L'accompagnement est jugé insuffisant : les associations souhaitent plus de visites, elles sont sensibles à l'intérêt qu'on leur porte et se sentent appartenir au réseau ;
 - La relation partenariale est parfois difficile, soit en raison de l'éloignement des partenaires, soit en raison d'un déficit de confiance ;
 - Les associations regrettent l'insuffisance d'activités collectives qui consolident les liens et favorisent les échanges, voire aboutissent à des projets communs.
-

4. Note de cadrage pour le lancement de la capitalisation du programme

La présente note a pour objet de préparer avec les membres du Copil, les termes de références de l'activité de capitalisation du Programme. Elle fait suite à la réunion de bilan de l'équipe de la cellule de coordination à Alger, qui s'est tenu les 10 et 11 mai 2009, en présence de Jean-Louis Vielajus et de Pierre-Jean Roca, chargé de l'appui à la capitalisation. Entre autres choses, nous avons abordé ce volet du programme, son utilité et l'importance - voire la pertinence - de l'entamer dès à présent. Des visites de terrain (ARPEIJ, NADA, SOS BEO, FAHM) organisées pendant ce séjour ont permis également d'enrichir cette première réflexion. Nous retraçons, ici, les échanges que nous avons eus et qui ont permis à la coordination d'aboutir à l'esquisse d'une proposition de travail.

1. Pourquoi capitaliser ?

Si l'on se réfère au document du Programme, **3 raisons** plaident en faveur d'un processus de capitalisation au sein du PCPA :

1. Le programme est conçu comme un processus progressif. Il est appelé à se perfectionner et à prendre de l'ampleur au fur et à mesure de ses phases successives. **Les enseignements tirés de chaque année doivent enrichir la conception de la suivante.**

2. **L'expérience du PCPA, ses échecs et ses réussites, devraient pouvoir être utiles aux autres** dispositifs mis en place en Algérie pour accompagner l'évolution de la société civile et des relations entre associations et pouvoirs publics.

Le Ministère français des Affaires étrangères et les collectifs d'ONG associés à la conception des PCPA souhaitent perfectionner progressivement cet outil à partir des leçons tirées de son utilisation dans des contextes nationaux très différents.

3. Le programme entame aujourd'hui sa troisième année d'existence. **L'expérience de tels processus de capitalisation préconise de les initier à mi-parcours** du programme auquel ils s'appliquent. Ils commencent généralement par un travail collectif qui permet aux différents groupes d'acteurs de se réapproprier les objectifs du programme et de formaliser leurs propres attentes et motivations. Cette étape permet d'ajuster le dispositif de suivi et d'évaluation du programme.

2. Qu'est-ce que la capitalisation ?

La capitalisation : c'est une prise de hauteur qui permet une lecture partagée et la transmission de l'expérience/ elle prend en compte la dynamique du temps/ elle s'interroge sur comment l'expérience a transformé les structures mises en place/ elle décrit le chemin emprunté/ elle peut aider les autres à faire le même chemin/ elle rend explicite ce que l'on a appris et comment on l'a appris/ elle permet le partage de l'expérience acquise.

3. Ses objectifs

- Partager l'expérience acquise
- Améliorer nos actions
- Améliorer la situation de nos publics cibles

4. Son contenu

Il convient de définir le contenu de la capitalisation. Sur quoi doit-elle porter ?

Des premiers échanges avec les membres de la coordination et des quelques visites de terrain effectuées, se sont dessinées des pistes à explorer :

1. **Le champ du pilotage et de la prise de décision collective** : Comment a-t-on rendu le programme gouvernable, comment se développe la concertation permanente ? quel apprentissage collectif de cette gouvernance peut-on diffuser ?
2. **La qualité du travail associatif** : quels ont été les différents processus pour produire de la qualité (individuellement, collectivement, à l'échelle du territoire).

5. Les publics cibles

Vers qui souhaitons-nous capitaliser/avec qui partager l'expérience ? : **Les associations membres**, sont sans doute à privilégier mais aussi **les associations non-membres, les bailleurs de fonds** du programme, **les pouvoirs publics algériens, les personnes morales ou physiques qui s'intéressent au mouvement associatif, au champ de l'enfance et de la jeunesse.**

6. La diffusion

Il convient également de définir la manière dont on diffuse le ou les documents/supports produits par ce processus. Une première suggestion serait de le faire à travers **la mailing liste du programme et une mise en ligne sur le site.**

7. Le mode opératoire

7.1 Une capitalisation accompagnée

Ce processus pourrait être accompagné en faisant appel à **des personnes ressources externes pour faciliter la prise de distance.**

L'expérience montre que l'accompagnement de ces processus de capitalisation par des tiers permet à leurs acteurs de prendre plus de recul par rapport à l'action. « Nous sommes tous dans l'action et nous n'avons pas ou très peu de temps pour la réflexion, le processus de capitalisation quand il est accepté par tous, nous permet de nous poser, de réfléchir et de nous améliorer».

Le Copil a déjà validé la proposition de mobiliser Pierre-Jean Roca qui pourrait travailler en binôme avec une personne ressource algérienne qui serait recrutée sur appel d'offres.

Ce binôme travaillerait en lien étroit avec la coordination. Il conviendra, bien entendu, de définir les rôles de chacun et la durée nécessaire à ce processus.

7.2 Quels outils sont nécessaires?

La capitalisation pourrait prendre corps à partir :

- des projets financés FAP, FAIL, FICR (rapports techniques des projets, visites de terrain et entretien avec les acteurs algériens et français du dispositif)
- des rencontres de bilans (bilan copil, bilan cellule, bilan mi-parcours, bilans FAIL Constantine et Oran)

Quatre outils seraient alors nécessaires pour recueillir les expériences :

- **Les entretiens**
- **Les visites de terrain avec préparation d'une grille d'entretien**
- **Les rencontres de bilan**
- **Les rapports ou compte-rendu d'activités**

7.3 Que pourrait-on produire ?

Ce processus pourrait conduire à la production **d'un document relatant des expériences, des fiches de projets, des fiches techniques des porteurs.**

5. Note de cadrage pour la préparation des TDR des études/publications du programme

La présente note a pour objet de préparer avec les membres du Copil, les termes de références des études programmées dans le cadre du PACT dont les thématiques ont été validées par le Copil.

1. Contexte

Lors de sa dernière session en mars 09, le comité de pilotage a choisi de retenir deux problématiques comme sujets d'études/publications pour la phase I du Programme. Il s'agit de la question de « la mobilisation des jeunes dans les associations » et des « dispositifs publics en faveur des jeunes et des enfants ». En effet, ces deux thématiques apparaissent comme des problématiques prioritaires pour les associations du programme, en tout cas elles sont très souvent sous-jacentes dans leurs échanges ou dans leurs projets. Nous avons pu le constater dans les groupes de travail de la phase pilote d'une part et dans les documents de projets soumis aux différents appels FAP ou FICR d'autre part. Les comptes-rendus des différents ateliers ont démontré qu'il y a nécessité de prolonger le travail effectué, d'approfondir la réflexion sur l'engagement des jeunes dans les associations et d'évaluer les dispositifs de prise en charge de l'enfance et de la jeunesse mis en place par les pouvoirs publics.

Dès lors, il a été proposé d'accompagner l'action de terrain des associations par une réflexion collective sur ces deux thématiques.

2. Objectifs

Les objectifs de ces deux études/publications sont de :

- Permettre aux membres d'acquérir un outil d'information sur les deux problématiques ;
- Permettre aux membres de participer à l'élaboration de ces outils ;
- Faire un état des lieux des dispositifs existant sur la prise en charge de l'enfance et de la jeunesse ;
- Mener une réflexion sur la mobilisation de la jeunesse, les causes et les alternatives.

Pour ce faire, l'implication des membres du PCPA est vivement souhaitée dans la conception, la conduite et l'enrichissement de ces études.

Cette note soumet donc une méthodologie de travail à l'enrichissement de tous les membres du Copil, afin de démarrer la mise en œuvre de ces publications dans les meilleurs délais. L'objectif est d'en partager les résultats avec tous les membres du programme au moment de l'assemblée plénière en avril 2010 et d'en tirer des enseignements et des axes de développement.

Les deux études/publications seront diffusées en ligne sur le site du Programme.

3. Thématique 1 : « la mobilisation des jeunes dans les associations »

3.1 Questions posées ou problématique

Ce sujet paraît fondamental, à la fois dans la mesure où dans ce domaine comme dans tous les autres, les jeunes représentent la relève, mais aussi compte tenu des difficultés que l'on peut percevoir par rapport à leur prise de responsabilité. Le constat est, également, partagé de l'existence d'une crise du bénévolat dans la sphère associative, plus particulièrement celui des jeunes et de façon plus générale de l'existence d'une crise de l'engagement. Pourtant, l'association est reconnue comme un creuset voire une école de la solidarité et de la citoyenneté. A contrario, on constate aussi un fort investissement des jeunes dans la solidarité en temps de crise (exemples : les inondations de Bab El Oued, le séisme de Boumerdès).

Ces constats amènent, pêle-mêle, les questions suivantes :
Que signifie, aujourd'hui, l'engagement associatif pour les jeunes ?

L'engagement des jeunes diffère-t-il de celui de leurs aînés ?

Qu'est devenu le volontariat ?

Où se fait l'apprentissage associatif : à l'université (exemple du Souk, des associations estudiantines, des syndicats d'étudiants), dans des organisations de masse (exemple des Scouts), dans les maisons de jeunes (exemple des Associations d'Activités de Jeunes), etc.

Peut-on parler d'une évolution de l'engagement ? Si oui, quelles sont les formes d'engagement qui intéressent les jeunes, quelles sont les thématiques qu'ils investissent le plus facilement (l'environnement, la culture, les loisirs, etc ?)

Quelle stratégie de la société civile pour l'accompagnement des jeunes ?

Le dynamisme des associations repose-t-il sur les jeunes, les associations ouvrent-elles leurs bureaux aux jeunes ? Quelle est leur place dans les instances représentatives ? Sont-ils formés ? De l'engagement associatif à l'engagement politique, quel pas ?

3.2 Mise en œuvre

Ressources humaines

La réalisation de cette étude sera confiée à une personne ressource chargée des enquêtes et de la rédaction qui agira en lien avec la coordination.

Profil : sociologue disposant de solides connaissances du mouvement associatif et de la jeunesse, ayant un intérêt fort pour ces sujets d'étude. Il sera recruté sur appel d'offres.

Les membres du programme PCPA apporteront leur concours dans la réflexion et la valorisation de cette étude.

Étapes de réalisation

La réalisation pourrait comprendre quatre étapes :

- **Phase de cadrage général** : familiarisation avec le sujet, analyse documentaire, rencontres avec la coordination du PCPA et des membres associatifs du Programme, qui permettrait
 - un approfondissement des TDR
 - la présentation par l'expert d'une approche méthodologique et d'un calendrier de travail (outils et méthode, grille d'entretien, questionnaire, programme terrain,...). Les rencontres préliminaires avec les membres du programme pourraient avoir lieu lors du séminaire de clôture des projets FAIL d'Oran, lors de la rencontre de bilan mi-parcours ou encore lors de la rencontre de la Fondation de France.
- **Phase terrain** : recueil de données et entretien avec des associations et avec des jeunes et les pouvoirs publics (Directions de la jeunesse, Odej, éducation, collectivités locales...)
- **Phase d'analyse et de rédaction**
- **Phase de publication/impression**

Durée

La durée maximale de l'étude serait de 180 jours à compter du recrutement de l'expert, y compris la phase publication. Soit de septembre 09 à février 010.

Budget

Le budget global prévu pour les différentes étapes est 14 000 euros.

4. Thématique 2 : « les dispositifs publics en faveur des jeunes et des enfants »

4.1 Questions, problématique

Si pour la première thématique, très peu de travaux sont disponibles, en revanche « les dispositifs enfance et jeunesse » ont fait l'objet de multiples études. L'Algérie ayant ratifié la majeure partie des conventions internationales, beaucoup d'écrits, de réflexions et de publications existent, qu'elles émanent de l'institutionnel ou des associations. Paradoxalement ces dispositifs restent méconnus ou non accessibles. Dès lors, la valeur ajoutée de cet état des lieux serait de constituer un référentiel sur l'existant dans un souci de rendre visible les contributions des uns et des autres, en les rassemblant dans une même édition.

4.2 Mise en œuvre

Il s'agira de recueillir les informations sur les études et publications faites par les associations, les pouvoirs publics, les chercheurs et de les réunir dans une seule publication.

Ressources humaines

La réalisation de ce référentiel sera confiée à une personne ressource qui agira en lien avec la coordination.

Elle sera recrutée sur appel d'offres.

Profil : journaliste, spécialiste en communication disposant de bonnes connaissances des champs de la jeunesse et de l'enfance.

Etapas de réalisation

- **Phase de cadrage général** : familiarisation avec le sujet, analyse documentaire, rencontre avec la coordination du PCPA qui permettront :
 - un approfondissement des TDR
 - la présentation par l'expert d'une approche méthodologique et d'un calendrier de travail
- **Phase terrain** : recueil des travaux auprès des associations et des institutions
- **Phase de rédaction**
- **Phase de publication/impression**

Durée

La durée maximale de l'étude serait de 90 jours à compter du recrutement de l'expert, y compris la phase publication. Soit de septembre 09 à décembre 09.

Budget

Le budget global prévu pour les différentes étapes est de 7500 euros.

Suivi

La chargée des activités transversales et la coordinatrice seront chargées du suivi des deux publications.